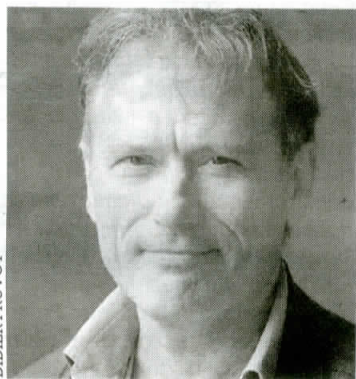


# Calais, ou la crise de l'hospitalité

## Michel Agier «Les migrants sont otages de la campagne électorale»

Pour l'anthropologue, l'évacuation de la «jungle» ne fait pas une politique migratoire, et encore moins d'accueil. Il tente de redéfinir les notions de migrants, de réfugiés ou de travailleurs immigrés, et analyse notre regard sur «eux».



DIDIER PRUVOT

Dans son dernier livre, *les Migrants et nous – comprendre Babel* (CNRS Editions), véritable manifeste sur la cause des migrants, Michel Agier, qui étudie la question des camps et des réfugiés depuis plus de quinze ans, se révèle aussi un observateur des sociétés qui «accueillent» les migrants. De façon scientifique et dépassionnée, l'anthropologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) tente de redéfinir les notions de migrants, de réfugiés ou de travailleurs immigrés, et analyse notre regard sur «eux». Un regard qui les transforme souvent en errants, parias ou métèques. Ces outsiders annoncent pourtant un monde qui vient, mondialisé et ultra-mobile. L'anthropologue lance des pistes pour une nouvelle «condition cosmopolite».

**Comment interprétez-vous le démantèlement de la jungle de Calais ?**

Il s'agit manifestement d'une opération électorale. Il y a une volonté d'offrir le spectacle de ce qu'en Afrique on appelle «un déguerpissement». François Hollande l'a annoncé il y a quinze jours, et le but est sans doute une photo du chef de l'Etat devant la jungle rasée. On ne comprend pas bien cette politique très confuse. En avril 2015, c'est l'Etat, avec la maire de Calais, qui a décidé le regroupement des migrants sur ce site à 7 kilomètres de la ville, puis l'a laissé à l'abandon. Aujourd'hui, il ne trouve rien d'autre qu'une réponse sécuritaire mise en spectacle, comme si l'on voulait répéter indéfiniment la scène de l'expulsion comme preuve d'un Etat fort. Loin des associations locales qui travaillent depuis des années avec les migrants. Ce sont des associations européennes, en plus des associations locales, qui ont permis que les conditions soient un peu plus vivables. Alors

Lors du démantèlement de la «jungle», lundi.

PHOTO AIMÉE THIRION POUR LIBÉRATION



que ces organisations proposaient des solutions depuis un an et demi sans jamais être écoutées, d'un coup, tout a dû être réglé en une semaine dans la précipitation et sans véritable coopération avec le milieu associatif. Tout cela ne fait pas une politique migratoire, encore moins une politique d'accueil. Simple-ment, les migrants sont les otages de la campagne électorale.

**Vous évoquez un traitement très différent en Allemagne ?**

Non seulement le discours politique d'Angela Merkel a été beaucoup plus courageux, mais en plus le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les associations : cela change tout, la qualité de l'accueil y gagne beaucoup. Et même si le nombre d'arrivants est bien supérieur, sans comparaison avec celui de la France, les conditions restent humaines et dignes. C'est dommage car en France le milieu associatif est aussi très motivé mais il se sent

écarté. Ce gouvernement n'a pas de véritable lien avec lui, il s'en méfie, il est en rupture avec ce qu'on appelle la «société civile», ce qui est quand même paradoxal pour un gouvernement de gauche.

**Que vont devenir les migrants évacués vers les centres d'accueil et d'orientation ?**

Ils ont, pour la plupart, connu des parcours très longs et très difficiles. Pour les deux premiers jours du démantèlement au moins, on a vu le calme de ceux qui sont partis, des Soudanais et des Erythréens, en particulier, qui a correspondu à une certaine attente, à un espoir d'être au chaud pour quelques jours. Ils ont pu se sentir rassurés d'être enfin accueillis, l'hiver approche et ils ne veulent plus avoir froid ou faim. La plupart pensent qu'ils vont être mieux reçus qu'à Calais. Même s'ils repartent ensuite, ils auront eu le temps de se reposer un peu, de reprendre des forces. Pourront-ils bé-

néficier de l'asile comme on leur laisse croire ? Ou seront-ils «dublinés», c'est-à-dire renvoyés de force dans le premier pays par lequel ils sont arrivés en Europe ? Pour ceux qui sont en migration des fois depuis plusieurs années, tout répit est bon à prendre. Ils sont habitués non seulement à la précarité mais aussi à une incertitude quasi permanente. A vivre dans un entre-deux. Plus qu'entre deux mondes, dans les interstices du monde. Ils vivent dans un court terme depuis trop longtemps et sont habitués à des désillusions. La principale désillusion, pour les Afghans, en particulier, qui ont des relations en Grande-Bretagne, c'est d'être refoulés lors de la toute dernière étape avant ce qui est pour eux le but de ce voyage. Ceux-là auront aussi quitté le camp mais pour aller ailleurs, probablement dans la région, mais ils ne renonceront pas à leur projet, pas dans ces conditions.

La notion d'hospitalité était au cœur de l'intervention (très politique) de l'anthropologue Michel Agier lors d'un colloque (engagé) organisé au Collège de France mi-octobre sur la crise des migrants. En s'emparant de ce sujet d'actualité, la vénérable institution souhaitait rendre plus audible la parole des intellectuels sur l'un des événements historiques majeurs vécus en Europe en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Cet afflux de réfugiés ten-

tant de rejoindre le continent européen au péril de leur vie est souvent désigné comme une «crise migratoire». Mais de murs en camps de rétention, de naufrages en bidonville, le phénomène semble surtout poser problème aux Européens. Comment accueillir? Qui accueillir? Combien? Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'hospitalité est prise en charge par l'Etat, et il semble qu'aujourd'hui cette hospitalité publique se soit trans-

formée en contrôle des indésirables. Il nous faut de nouveau réfléchir à ce principe et le réinventer, estime l'anthropologue Michel Agier. La jungle de Calais vient d'être évacuée, mais le sort des migrants n'en est pas pour autant réglé. La question se pose dans de nombreuses villes françaises, comme le montrent des élus lyonnais qui veulent repenser le système d'accueil des étrangers sans ressources.

# Réinventer l'accueil dans les métropoles

**L'évolution du sans-abrisme conduit à décloisonner la réflexion, à Lyon, comme ailleurs.**

**C**omme toutes les métropoles, Lyon est confrontée à la présence de personnes sans abri. La grande ville attire, elle concentre des opportunités sur lesquelles se fondent des espoirs parfois démesurés. Mais lorsqu'elle ne se donne pas les moyens d'un véritable accueil, la métropole devient alors le lieu de toutes les errances.

Depuis deux décennies, le visage des personnes sans abri a profondément changé. La présence de familles, d'abord marginale, est devenue massive. On se souvient de l'apparition des Roms en 1992, considérés comme différents. Ils ont été les premières victimes d'une banalisation du sans-abrisme. Depuis, la présence d'hommes seuls, de femmes isolées, de mineurs non accompagnés, de familles et d'enfants sur nos trottoirs, la nuit est devenue banale alors même qu'elle est humainement intolérable et ne devrait pas être tolérée.

Nous devons nous en préoccuper. Notre responsabilité de femmes et d'hommes politiques est engagée. Il est temps que la Cité rattrape son retard, pour des raisons humanitaires, certes, mais aussi parce qu'il en va de la cohésion sociale mise à mal par le traitement au «fil de l'eau». Nous ne dirons pas que rien n'a été fait, mais lorsque le cons-

tat d'échec s'impose, il faut réagir. La pénurie est source de crispations, les acteurs du travail social sont soumis à des injonctions contradictoires entre l'accompagnement de personnes et la «régulation» des flux.

Par ailleurs, un discours politique qui refuse la complexité se durcit. L'environnement social est déboussolé. La connaissance est indispensable à l'action; or, nous ne savons rien des personnes à la rue. Cette absence de connaissance ouvre la voie à tous les fantasmes, surtout ceux qui réduisent le problème à une question migratoire et affirment sans savoir en stigmatisant les populations concernées, forcément surnuméraires.

La méconnaissance est un ennemi redoutable. Sur nos trottoirs, pourtant, il y a des migrants, il y a des réfugiés sans protection, il y a des déboutés de l'asile et il y a aussi mainte-

Par  
**NATHALIE PERRIN-GILBERT**  
et **ANDRÉ GACHET**



E. SOUDAN



E. SOUDAN

Elus du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon et conseillers de la Métropole de Lyon (Groupe Gram)

nant des demandeurs de logement «ordinaires», étrangers et français. Il y a la grande diversité des parcours singuliers et surtout une humanité que nous avons le devoir de reconnaître.

Les moyens font défaut malgré les régulières augmentations du nombre de places en urgence et les mesures spécifiques à l'hiver.

Dans ce contexte, il est temps de poser la question de l'adaptation des moyens aux besoins. Cela ne sera possible que lorsque nous aurons passé la première étape, celle de la connaissance. Les acteurs locaux sont soumis à des appels à projets qui enferment les réponses dans des cadres parfois archaïques et interdisent l'évolution. Les projets novateurs sont muselés par une commande publique qui privilégie les moyens au détriment des objectifs. La construction des réponses dépend d'une mobilisation d'un nouveau type, basée sur la connaissance et sur de nouvelles orientations des moyens. Elle repose sur une transversalité qui mobilise l'ensemble des acteurs.

Il faut renouer les liens entre la recherche et l'action, l'université et le terrain, le médical et le social, le politique et la gestion. Les réalisations que nécessite la situation présente et ses évolutions ne peuvent rester cantonnées à la mise à l'abri dans des formules qui n'assurent qu'une réponse temporaire (centre d'hébergement d'urgence, hôtels, etc.) à des questions devenues structurelles.

La Métropole de Lyon s'est dotée d'une boîte à outils avec le Plan d'action pour le logement et l'hébergement. Elle doit être mise à contribution. Nous appelons à la mobilisation car nous partageons avec beaucoup une inquiétude face à l'avenir. Inquiétude devant un discours politique d'exclusion des plus vulnérables, devant la négation de réalités, devant le refus d'agir au nom de l'appel d'air. ◀

En somme, que les migrants soient allés dans les centres d'accueil et d'orientation ou non, l'évacuation les fait tous entrer dans une nouvelle phase d'incertitude.

**Vous racontez dans votre livre combien les migrations ont changé en période de mondialisation. Surtout, vous expliquez qu'aujourd'hui les migrations ne sont plus politiques mais singulières.**

En fait, je dis que leur signification politique n'est généralement plus perçue, même souvent par celles et ceux qui viennent en aide aux migrants. Je me suis interrogé sur ce qu'est la cause des migrants en France, en Europe. L'une des manières de s'engager consiste à s'attacher aux récits singuliers de chacune des personnes en migration. C'est vrai que chaque histoire est singulière. Mais la limite de cet engagement-là, c'est de ne pas voir les raisons politiques ou «géopolitiques» que portent

les migrants eux-mêmes. Et ils ont beaucoup de choses à dire sur les conflits et les crises politiques des régions d'où ils viennent et sur la responsabilité des pays européens dans ces crises qui les chassent. Mais cela reste inaudible.

**Vous distinguez trois motivations principales à la solidarité: l'humanitaire, la ressemblance et, enfin, la différence.**

On peut aider les migrants au nom de leur souffrance. C'est alors l'émotion face à la victime qui domine, même si les personnes qui sont là se voient-elles comme des héros et héroïnes, des aventuriers, et n'aiment pas être traitées en victimes. En outre, cette cause humanitaire peut très bien

être récupérée à d'autres fins, comme on le voit avec l'évacuation du camp de Calais où l'on a bien compris que la justification humanitaire n'est, pour l'Etat, qu'un prétexte au déguerpissement. On peut aussi vouloir aider les migrants parce qu'on pense qu'il y a une identification entre ce qu'ils vivent et ceux que des membres de notre famille ont déjà vécu. Ou, au contraire, parce qu'ils incarnent une différence culturelle dont nous avons besoin pour nous penser nous-mêmes.

**Vous parlez de la relation entre le «eux» (les migrants) et le «nous».**

Je présente et discute ces différentes «causes des migrants» tout en mettant en avant le besoin de se décentrer

pour mieux voir que ce que nous vivons là, ce sont des situations de frontières, culturelles, sociales, etc. Elles nous changent mais elles changent encore plus les personnes qui vivent là sur ces lieux-frontières. Elles se définissent par la frontière: ce sont des hommes-frontières et des femmes-frontières. Il suffit d'avoir fréquenté des lieux comme le camp bidonville de Calais et ceux qui l'habitent pour rencontrer des gens qui sont très conscients de la situation, qui peuvent vous faire des analyses très raisonnées de la politique européenne ou française, qui cohabitent avec près d'une vingtaine d'autres nationalités de migrants et de très nombreux Européens – journalistes, associatifs.

**Vous donnez dans votre ouvrage une lecture décalée du mythe de Babel. Finalement, la diversité (ou la multiplication des frontières) est une chance...**

C'est une des leçons qu'on peut tirer d'une expérience comme celle du bidonville de Calais dont on parle souvent en terme d'indignité – et c'est vrai que les conditions y étaient d'une grande précarité matérielle – mais qui a été aussi un lieu de découvertes, de conversations, de traductions, de constructions, de part et d'autre. Cela donne une autre image de Babel. En effet, pas celle du chaos ou de la cacophonie, comme on le perçoit de l'extérieur, mais un lieu d'apprentissage de la diversité, un lieu où l'on découvre que l'on vit, en fait, dans un monde plein de frontières, frontières. C'est plutôt cela le monde qui vient et dont les migrants nous informent, un monde dont les habitants sont tous de plus en plus mobiles, et où les identités et les cultures sont bien plus flexibles et changeantes qu'on ne le croit.

Recueilli par  
**CATHERINE CALVET**



**LES MIGRANTS ET NOUS**  
de **MICHEL AGIER**, CNRS  
éditions  
59 pp., 5 €.